

International

Japon: les défis économiques qui attendent le nouveau pouvoir

Emilie Lévêque - 31/08/2009 18:10:00



Reuters / Yuriko Nakao
Un vendeur japonais de télévisions regarde le leader du Parti Démocrate du Japon, Yukio Hatoyama, qui a remporté les élections législatives le 30 août 2009.

Après sa victoire écrasante aux législatives, le Parti Démocrate du Japon a la lourde tâche de redresser une économie marquée par une année de très forte récession et d'engager des réformes sociales ambitieuses. Le programme de relance par la consommation du PDJ se heurte au scepticisme de nombreux économistes qui s'interrogent notamment sur son financement.

EN PLUS

Un renouveau de l'économie japonaise est peu probable

Les Japonais ont voté massivement dimanche 30 août en faveur de l'opposition centriste qui a promis de mener une politique plus sociale, après 54 ans de règne des conservateurs. Le Parti Démocrate du Japon (PDJ, centre) a triomphé aux élections législatives en enlevant quelque 300 sièges sur les 480 de la Chambre des députés, écrasant

le Parti Libéral-Démocrate (PLD, droite) au pouvoir.

Crise oblige, ce sont les questions économiques et sociales qui ont dominé la campagne électorale nippone. "Ce vote traduit un très net rejet du modèle libéral du Parti Libéral-Démocrate", estime Evelyne Durille-Feer, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) et spécialiste du Japon. Les excès de la politique libérale menée par les conservateurs au cours des vingt dernières années ont en effet aggravé les disparités sociales, le chômage et la précarité. Selon l'OCDE, 12% de la population japonaise vit en dessous du seuil de pauvreté.

La crise économique actuelle a encore accentué le malaise. Dès le début de l'année 2008, l'économie japonaise se contracte violemment. C'est même le premier des pays du G7 à entrer en récession. Plongeon du PIB, chute des exportations, net ralentissement de la consommation, arrêt brutal de l'investissement des entreprises, licenciements... il s'agit de la pire crise que traverse le pays depuis la seconde guerre mondiale.

Augmentation du salaire minimum et interdiction du recours à l'intérim

Après douze mois de profonde récession, le Japon a renoué avec la croissance économique au deuxième trimestre 2009, au cours duquel son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,9% par rapport au trimestre précédent. La production industrielle a augmenté de 1,9% en juillet par rapport à juin, sa cinquième hausse mensuelle d'affilée, portée par le secteur automobile. Des rebonds timides intervenus trop tard pour sauver les conservateurs. D'autant que les prix à la consommation ont encore reculé de 2,2% en juillet, faisant peser sur l'économie nippone un fort risque de déflation, tandis que la consommation des ménages a chuté de 2%. En outre, le taux de chômage atteint un niveau record de 5,7%.

Face à cette situation, le président du PDJ, Yukio Hatoyama, qui devrait être élu Premier ministre d'ici deux semaines, a annoncé vouloir "réguler les excès" du capitalisme. "Nous accordons bien sûr beaucoup d'importance à la croissance économique, mais nous devons avant tout augmenter le revenu des individus", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse au lendemain de la victoire de son parti.

Le programme économique du PDJ prévoit notamment le gel de la TVA à 5% jusqu'en 2013, l'abaissement de l'impôt sur les sociétés pour les PME afin d'encourager la reprise des investissements et des embauches, l'augmentation du salaire minimum horaire à 1.000 yens (7,4 euros) contre 600 actuellement, l'interdiction pour l'industrie manufacturière d'avoir recours à l'intérim en cas de reprise de l'activité, ou encore la mise en place d'une allocation de 100.000 yens par mois (740 euros) pour les sans-emploi ayant épuisé leurs droits au chômage et suivant une formation.

Le PDJ propose également d'ambitieuses réformes sociale et familiales. Face au vieillissement de la population - 20% a plus de 65 ans - et au déclin inexorable de la population, qui pourrait chuter de 128 millions à une centaine de millions d'ici 2050, le Parti Démocrate du Japon propose une prime de naissance d'environ 4.000 euros par enfant. Surtout, il annonce une prime de scolarité de 190 euros par enfant et par mois jusqu'au collège et la gratuité des frais de scolarité pour l'enseignement secondaire. "C'est la voie de l'avenir", estime Evelyne Dourille-Feer qui explique qu'outre le manque de crèche, le coût élevé de l'éducation est la première cause de la faiblesse de la natalité au Japon.

Le coût du plan atteindra 126 millions d'euros par an

Le PDJ entend également s'attaquer aux inégalités qui pèsent sur les personnes âgées, en instaurant une retraite minimum garantie - d'environ 120 euros par mois - et en baissant les frais médicaux pour les personnes âgées de plus de 75 ans.

Le coût annuel du plan social atteindra 16,8 trillions de yen (environ 125 millions d'euros) lorsqu'il sera pleinement appliqué à partir de 2013 (coût estimé en 2010 de 7,1 trillions yen). Pour le financer, le PDJ avance plusieurs pistes, notamment la chasse aux gaspillages budgétaires et des coupes dans les subventions aux administrations et entreprises semi-publiques. Il compte aussi sur la vente de participations dans les entreprises et des biens immobiliers de l'Etat. Pas question, en revanche, d'augmenter la fiscalité qui pèse sur les ménages.

Ce scénario laisse dubitatifs les économistes. "La vraie question bien sûr est de savoir si le PDJ va pouvoir tenir toutes ses promesses, commente Evelyne Dourille-Feer. Et je ne crois pas que cela soit possible sans recourir à l'endettement public." Or le Japon détient le record du pays développé le plus endetté, avec une dette publique qui atteint déjà 170% du PIB. Toutefois, la dette japonaise reste très bien cotée. La note de la dette à long terme du Japon est actuellement, chez Moody's, de "Aa2", la troisième meilleure sur une échelle de 19. L'agence a confirmé lundi qu'elle n'avait pas l'intention de la modifier dans un avenir proche.

Le PDJ mise donc essentiellement sur la demande intérieure, via l'augmentation du pouvoir d'achat des Japonais, pour enrayer la hausse du chômage. Mais les effets de ces mesures sociales n'auront pas d'effet immédiat et ne seront donc pas suffisante pour sortir l'économie nipponne de la crise. Pour qu'une reprise durable s'installe, il faut que le principal moteur de l'économie - les exportations - repartent. Si le pays devrait bénéficier des plans de relances de ses partenaires asiatiques et notamment chinois, la reprise de la demande des marchés européen et américain, qui représentent la moitié des exportations nipponnes, reste plus incertaine.